

CH - Localité, le 11 octobre 2016

President of the United States of America  
Mister Barak Hussein OBAMA  
The White House  
1600 Pennsylvania Avenue NW  
USA - Washington, DC 20500

U.S. Department of Justice  
Attorney General of the United States  
Madam Loretta E. LYNCH  
950 Pennsylvania Avenue, NW  
USA - Washington, DC 20530-0001

- **Plainte pénale – Responsabilité civile des Etats-Unis d'Amérique et de ses dirigeants**
- **inéligibilité d'Hillary CLINTON pour l'élection présidentielle / Pourquoi elle doit renoncer**
- **Séquestres**

De 1991 à 1996 le détournement des royalties sur les brevets de Joseph FERRAYÉ représentait une escroquerie de quelque USD 3'000 milliards (voir ma plainte du 13 mai 2015). Ces capitaux ont été escroqués et blanchis dans l'économie mondiale grâce à la complicité des Institutions américaines durant près de 25 ans et la valeur des avoirs aujourd'hui, dépasse assurément les USD 30'000'000'000'000.-.

Madame le Procureur général, Monsieur le Président,

Lorsque je vous ai adressé ma première plainte pénale le 13 mai 2015, je n'avais pas encore connaissance du dossier « The Money Plane » et de la complicité de membres du Congrès et du Gouvernement dans ce qui est la plus gigantesque escroquerie et affaire de blanchiment de l'Histoire de l'Humanité, avec la complicité du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Je n'avais pas connaissance que le Gouvernement des Etats-Unis, alors présidé par Bill CLINTON, avait apporté officiellement son soutien à ce blanchiment. Je n'avais pas connaissance, enfin, que la Federal Reserve avait officiellement imprimé des millions de billets de USD 100 jamais mis en circulation, pour financer le crime organisé et blanchir l'escroquerie des royalties, entre-autres au travers de l'économie russe, grâce à la complicité de la **Republic National Bank of New York** (aujourd'hui **HSBC**) et de son propriétaire Edmond SAFRA.

Le dossier « **The Money Plane** » dans les affaires « **Royalties2** » sur <https://swisscorruption.info>, établit sans aucun doute possible, l'implication d'**Edmond SAFRA**, dans le cadre de l'escroquerie des royalties. La page **USA** sur le même Site Internet, démontre les liens qui ont été découverts entre les membres du Gouvernement U.S. et les escrocs et autres Mafieux, pour couvrir ce crime organisé en bande. Cette complicité engage dès lors une très lourde responsabilité civile des Etats-Unis d'Amérique envers nous.

### **Rapport du Congrès du 13 février 1996** / **Charles E. SCHUMER**



Il ressort clairement du rapport du Congrès du 13 février 1996, établi sous la responsabilité de **Charles E. SCHUMER**, que son rapport n'était qu'une parodie d'instruction et que la volonté d'établir la Vérité était inexistante. Au contraire, ce rapport fait état d'une détermination forte de vouloir étouffer les révélations qui avaient été faites par le *New York Magazine* le 22 janvier 1996. Charles E. SCHUMER fait partie des individus contre lesquels nous formulons désormais nos réserves civiles.

D'autant plus de ses implications ultérieures dans les « subcommittees on Banking, Financial institutions, Insurance and Investment, Committee on the Judiciary », etc. Il détenait toutes les clés pour étouffer l'affaire !

## Lettres citées dans le rapport du congrès du 13 février 1996 :

Eugene A. LUDWIG / Letter from January 17, 1996 in the report (5 jours avant la parution de l'article)



La position du « Comptroller of the Currency **Eugene A. LUDWIG** le fondateur et CEO de **Promontory Financial Group** n'est pas particulièrement attractive en soi dans le cadre du rapport du 13 février 1996, mais sa carrière professionnelle ultérieure démontre à quel point il a menti et qu'il a ensuite bénéficié de tout le réseau de blanchiment des royalties escroquées pour promouvoir sa carrière : Vice Chairman and Senior Control Officer de Bankers Trust/**Deutsche**

**Bank (Josef ACKERMANN)** ; U.S. Comptroller of the Currency ; Board Member Federal Deposit Insurance Corporation ; Partner de **Covington & Burling** ; Member **Basel Committee on Banking Supervision**. Concernant Covington & Burling, soulignons que cette étude d'avocat vient d'être rejointe par l'ancien Procureur général des Etats-Unis **Eric HOLDER**...



La situation est plus grave concernant l'activité d'**Eugene A. LUDWIG** comme membre du **Basel Committee on Banking Supervision**.

**The BIS Board of Directors<sup>1</sup>**  
**Basel Committee on Banking Supervision.**  
*Chairman: Jens Weidmann, Frankfurt am Main*

Ce dernier « Committee » retient notre attention particulière par les membres qui le composent. **Mark CARNEY** ci-contre est aujourd'hui Gouverneur de la Banque d'Angleterre après avoir gouverné la Banque du Canada. Mais au-delà du Basel Committee on Banking Supervision, CARNEY figure aussi au Registre du commerce de la Société du **World Economic Forum à Cologny/Genève**. Or, cette société est au cœur en Suisse, de la Mafia qui a escroqué et lancé le blanchiment des centaines de milliards des royalties.



Mark Carney, London  
Agustín Carstens, Mexico City  
Luc Coene, Brussels  
Jon Cunliffe, London  
Mario Draghi, Frankfurt am Main  
William C Dudley, New York  
Ilan Goldfajn, Brasília  
Stefan Ingves, Stockholm  
Thomas Jordan, Zurich  
Klaas Knot, Amsterdam  
Haruhiko Kuroda, Tokyo  
Anne Le Lorier, Paris  
Fabio Panetta, Rome  
Urijit R Patel, Mumbai  
Stephen S Poloz, Ottawa  
Jan Smets, Brussels  
François Villeroy de Galhau, Paris  
Ignazio Visco, Rome  
Janet L Yellen, Washington  
Zhou Xiaochuan, Beijing

Relevons aussi la présence de **Mario DRAGHI**, Président de la Banque centrale européenne, ex vice-Président de **Goldman Sachs** de 2002 à 2005 et dont le fils est trader de Morgan & Stanley, deux banques impliquées dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties, contre lesquelles s'étend notre plainte.



**Thomas JORDAN**, Président de la Banque Nationale Suisse dont les différents conseils montrent la présence de très nombreux individus liés directement avec l'escroquerie et le blanchiment des royalties. Rappelons que l'ex Président de la BNS **Philippe HILDEBRAND** est aujourd'hui Directeur de BlackRock, l'une des usines à blanchiment des royalties.



Hildebrand

Jordan

**Ignazio VISCO**, membre du **World Bank Group Leadership** dans lequel apparaît le **président de la confédération Suisse Johann SCHNEIDER-AMMANN** dénoncé dans le cadre de l'escroquerie des royalties, alors qu'il était administrateur d'UBS SA en 1993. On croise aussi dans ce group Michel SAPIN, Ministre de la Justice en France lors de l'escroquerie des royalties quand les plaintes étaient rejetées.



Schneider-Ammann

Sapin

Toujours dans le World Bank Group Leadership on trouve : **Tidjane THIAM**, CEO de **CREDIT SUISSE**, la banque ( [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) ) qui a organisé l'escroquerie et **Michael LAUBER**, Procureur général de Suisse, qui a suivi toute la filière du blanchiment des royalties, de **FedPol** jusqu'au Liechtenstein, avant d'être nommé Procureur général de la Suisse, pour verrouiller toute accusation qui pourrait poser problème aux escrocs.



Thiam

Lauber

Et n'oublions pas **Janet YELLEN** qui veille sur les crimes de la **FED**, institution mafieuse à elle seul !!!



**Michael E. Shaheen Jr.**, U.S. Department of Justice / Letter from February 1, 1996

En sa qualité durant de longues années de « chien de garde » contre les violations d'éthique et l'inconduite des procureurs généraux, des procureurs et des agents du FBI, Michael E. SHAHEEN a été contraint de démissionner le 25 novembre 1997, après 22 ans d'activité. Selon un article du Washington Post du 30 décembre 1997, il aurait été pris dans une affaire de surfacturations au sein de l'Agence de voyages de la Maison Blanche. Il faut se souvenir que pour cette même Agence, Hillary CLINTON avait réussi à **faire virer tout le personnel** lors de son arrivée à la Maison Blanche sous la présidence de Bill CLINTON, pour mettre en place ses propres troupes et sa famille.

Ce dont ne fait pas mention l'article du **Washington Post**, qui précise que Michael E. SHAHEEN avait débuté sa carrière lors de **l'affaire du WATERGATE**, c'est qu'**Hillary CLINTON** avait elle aussi débuté sa carrière lors de cette même affaire du **WATERGATE**. Le fait que Michael E. SHAHEEN figure donc au Département de la Justice pour couvrir les escroqueries dénoncées dans l'affaire « The Money Plane » dans laquelle des milliers de milliards ont été blanchis sous la Présidence CLINTON, n'est certainement pas le fruit du hasard...



**Robert M. MORGENTHAU** Attorney District NY / Letter from January 16, 1996  
**(6 jours avant la parution de l'article)**

**Il a été le Procureur général du District de New York de 1974 jusqu'en 2005**, ce qui ne laisse planer aucun doute sur le fait qu'il était LE Magistrat qui aurait dû investiguer sur le **blanchiment d'argent opéré par la Republic National Bank of New York** en complicité avec la Federal Reserve et les Gouvernements BUSH lors l'escroquerie en 1991 et 1992. Ensuite sous la **présidence CLINTON** quand a débuté le blanchiment. Son courrier précité adressé au *New York Magazine*, est significatif d'une volonté du Procureur, d'étouffer l'affaire avant qu'elle ne paraisse dans la Presse. Il est évident qu'il n'avait pas pris le temps de se poser la question de savoir si les dénonciations étaient justifiées ou non. Cette attitude dénote dès lors une corruption active du Procureur du District de New York. A noter enfin que dans les affaires traitées par le Procureur MORGENTHAU, on trouve celle de la BCCI en 1991, dans laquelle était aussi impliquée **UBS SA...** dont la participation à l'escroquerie ne fait plus aucun doute et que les liens avec MOSSFON des Panama Papers sont établis... **contrat commandité**



**Stanley E. MORRIS**, Enforcement Network / Letter from January 24, 1996

MORRIS a été un proche Collaborateur de **Ronald NOBLE**, patron de l'organisation mondiale de police **InterPol** sous la présidence CLINTON. Il était également Chef du bureau d'InterPol de Lyon en France où il résidait fréquemment tout comme à Pezzolo Valle Uzzone en Italie. Il était donc proche des services secrets français, directement impliqués dans l'escroquerie des royalties FERRAYÉ, complices du **contrat commandité par le Gouvernement français pour faire assassiner l'inventeur...** Comme a voulu le faire ensuite la **DEA à Paris**.

MORRIS a été Directeur du FENCEN (**Financial Crimes Enforcement Network**) de 1994 à 1998. Avec pour mission de « *protéger le système financier contre l'usage illicite, le blanchiment d'argent de combat et de promouvoir la sécurité nationale* », il avait donc le contrôle total du blanchiment opéré par la **Republic National Bank of New York**, avec la complicité de la **Federal Reserve** et a ainsi engagé directement la **responsabilité des Etats-Unis envers nous**.





**Robert Schwarz STRAUSS** was the US Ambassador to Russia from 1991 to 1992. He then was the US representative in Russia when the royalties were swindled. He was also the President of the US Russia Business Council and Honorary and President for the USA in the which brings together a powerful network of influence.. Il était encore **Membre du Conseil consultatif de l'Eurasia Foundation**, conseil présidé par **Madeleine ALBRIGHT** et était un ex membre du **CFR** où siégeait aussi le Président français Jacques CHIRAC. Sa leçon de morale démontre sa volonté de manipulation de l'Opinion publique et son manque de toute éthique et morale.

Ce comportement est propre aux responsables du Gouvernement US. À partir de 1991 Plus rien ne les retenait pour blanchir les centaines de milliards des royalties. Parallèlement au blanchiment en Russie, le **Secrétaire d'Etat Donald RUMSFELD** était membre du Conseil d'Administration d'ABB Asea Brown Boveri Ltd Zürich CH-020.3.900.058-8 et d'ABB Ltd Zürich CH 020.3.021.615-2, leader dans les technologies pour la production énergétique et l'automatisation. Alors que l'ex secrétaire à la défense est au conseil d'administration d'ABB, le département étasunien à l'énergie (Doe) annonce, le 16 mai 1996, avoir « autorisé ABB Combustion Engineering Nuclear Systems (C-E), une associée entièrement contrôlée par ABB Inc. basée dans le Connecticut, à fournir une vaste gamme de technologies, équipements et services pour la projection, construction, gestion opérationnelle et entretien de **deux réacteurs** qui doivent être **construits en Corée du Nord** » (*DOE Approves U.S. Involvement in the Construction of Reactors in North Korea*, 16 mai 1996)...RUMSFELD a utilisé de son influence pour faire avoir à ABB l'autorisation officielle étasunienne de fournir des technologies nucléaires à la Corée du Nord, bien que celle-ci soit soupçonnée de posséder un programme nucléaire militaire.



## Edmond SAFRA – Republic National Bank of New York – HSBC



**Propriétaire de la Republic National Bank of New York, le banquier Edmond SAFRA a été assassiné le 03.12.1999.**

**Il était alors l'ami de l'avocat genevois Marc BONNANT qui avait rédigé la plainte pénale du 29 janvier 1996.**

**Celle-ci avait permis de faire mettre Sous séquestre les milliers de milliards de dollars provenant de l'escroquerie des royalties sur la vente des brevets FERRAYÉ.**

RNB Republic National Bank of New York (Suisse) Genève CH-660.0.102.988-2 = **HSBC** le 31.01.2000

RNB Republic National Bank of New York (Suisse) Lugano CH-514.9.009.030-0 = **HSBC** Republic Bank le 08.08.2000

RNB Republic National Bank of New York (Suisse) Zürich CH-020.9.900.967-3 = **HSBC** Republic Bank 24.08.2000

**TDB Trade Development Bank (SAFRA)** a été reprise par **UBP (Union Bancaire Privée)** Zürich CH-020.9.901.213-4 dont le siège à Genève.

Les fusions des trois **RNB Republic National Bank of New York suisses avec HSBC**, avaient pour but de faire disparaître toutes les traces des transferts de capitaux de l'escroquerie des royalties.



**La Villa Léopolda a été acquise en 1999** par Edmond SAFRA. Elle est située sur les hauteurs de Villefranche-sur-Mer et Beaulieu-sur-Mer, au lieu-dit Col de Caire, entre Nice et Monaco. Elle possède une vue panoramique sur le Cap Ferrat et la mer Méditerranée. Elle est entourée d'un parc de huit hectares, planté de plus de 1200 arbres d'essences diverses (oliviers, cyprès, citronniers, orangers et pruniers) et nécessite pour son entretien plus d'une cinquantaine de jardiniers. Valeur estimée à CHF 700'000'000.- à sa plus haute estimation.

Jusqu'en 1990, **HSBC** (Hong Kong & Shanghai Banking Corporation) avait son siège à Hong Kong. C'est alors qu'il a été transféré à Londres, pour mieux répondre aux besoins de ses nouveaux propriétaires qui étaient les escrocs des royalties FERRAYÉ.

**Alexandre Zeller**



Ouvons une parenthèse :



Il faut se souvenir, du rôle prédominant, outre d'**UBS SA**, de celui de **CREDIT SUISSE** et de son Président de l'époque **Rainer E. GUT**, lors de l'escroquerie. **Alexandre ZELLER** était alors un pion sur l'échiquier de GUT. Dans le cadre du blanchiment, après CREDIT SUISSE, ZELLER a été nommé Directeur de BCV puis du monstre de la finance nauséabonde **HSBC Private Banking à Genève**, avant d'être nommé dernièrement **PRESIDENT de CREDIT SUISSE...** La boucle est bouclée !

Fin de parenthèse

**Edmond SAFRA** et son ami l'avocat genevois **Marc BONNANT**, ont été la clé initiale qui a permis la prise de contrôle des royalties escroquées dans un premier temps par les associés de Joseph FERRAYÉ, avec la **complicité du Gouvernement français et assurément déjà d'Edmond SAFRA**.

C'est grâce à Marc BONNANT, qui s'est fait alors le complice d'Edmond SAFRA après la **plainte du 29 janvier 1996**, qu'ils ont pu prendre le contrôle des fonds séquestrés. Ils ont associé à leur complot le Notaire genevois **Pierre MOTTU** déjà impliqué par le Gouvernement français, le Notaire parisien **Eric DE LA HAYE ST-HILAIRE**, notaire du Gouvernement Français et l'Avocat zurichois **Mark C. BRUPPACHER**, probablement un proche de CREDIT SUISSE et de Rainer E. GUT. Dans tous les cas, BRUPPACHER intervenait déjà pour le Gouvernement Suisse à Berne, ce qui signifie que la Suisse a été aussi impliquée dans l'escroquerie et le blanchiment des royalties séquestrées sur plainte pénale du 29 janvier 1996 rédigée par Marc BONNANT.

Le séquestre sur les centaines de milliards des royalties escroquées a été levé à fin 1995 par le **Procureur général de Genève Bernard BERTOSSA**, lui aussi corrompu pour devenir membre du complot. Pour garantir l'impunité des escrocs, il a ensuite été nommé Juge du Tribunal Pénal Fédéral Suisse...



Bertossa Bernard

Edmond SAFRA et son ami Marc BONNANT qui est toujours l'avocat de l'épouse Lilly SAFRA et était administrateur de la société SAFRA SA jusqu'à fin septembre 2009 ont gardé le contrôle des fonds qui ont transité par la **Republic National Bank of New York** jusqu'à l'assassinat d'Edmond SAFRA.

C'est cette situation qui a assurément conduit au blanchiment des royalties avec la **complicité de la Federal Reserve et du Gouvernement CLINTON** dans les années 1995 comme le démontre l'enquête publiée le 22 janvier 1996 par le **New York**, sous le titre « **Money Plane** ».

La page « **Marc BONNANT** » publiée sur <https://swisscorruption.info/bonnant> illustre non seulement les liens de **Marc BONNANT** avec **Edmond SAFRA**, mais leur implication directe avec la **Maison Blanche** et **Bill et Hillary CLINTON**, par **Dan GERTLER** et **Marc RICH**. Ces explications permettent enfin de comprendre comment Bill CLINTON a marchandé la grâce de Marc RICH (susceptible d'être condamné à 325 ans de prison) le dernier jour de sa présidence. La grâce avait été **accordée après que l'ex épouse de Marc RICH, Denise RICH, ait fait une donation de USD 100'000 à la campagne 2000 d'Hillary CLINTON, USD 450'000 à la CLINTON Library et USD 1 million au Parti Démocrate...**

Banque Cantonale Vaudoise Lsne	CH-550.1.000.040
Credit Suisse (BPS) Aarau	CH-400.9.917.226
Credit Suisse (BPS) Basel	CH-270.9.000.115
Credit Suisse (BPS) Bern	CH-035.9.000.265
Crédit Suisse (BPS) Genève	CH-660.0.007.896
Crédit Suisse (BPS) Lausanne	CH-550.0.069.312
Credit Suisse (BPS) Locarno	CH-509.9.002.019
Credit Suisse (BPS) St. Gallen	CH-320.9.004.113
Credit Suisse (BPS) Winterthur	CH-020.9.901.119
Credit Suisse (BPS) Zug	CH-170.9.000.105
Credit Suisse (BPS) Zurich	CH-035.3.000.060
Credit Suisse (BPS) Zurich-1	CH-020.9.901.112
Credit Suisse (BPS) Zurich-2	CH-020.9.901.113
Credit Suisse Fribourg	CH-217.0.190.035
Crédit Suisse Genève (1997)	CH-660.0.000.001
Crédit Suisse Lausanne-Mousquines	CH-550.0.229.231
Credit Suisse Lugano	CH-514.9.008.115
Credit Suisse Luzern	CH-100.9.012.454
Credit Suisse Private Advisors Zurich	CH-020.3.024.399
Credit Suisse Sion	CH-626.9.004.127
Credit Suisse St. Moritz	CH-350.9.000.289
Crédit Suisse succ. Genève	CH-660.0.000.021
Fondation BCV Lausanne	CH-550.0.128.002
Fondation Genève Place Financière	CH-660.1.221.991
Fondinco Fond. Soc. CVCI-AIV Lausanne	CH-550.0.084.613
Fonds Prév. Banque Cantonale Vaudoise	CH-550.0.167.145
HSBC Private Bank (Suisse) SA Genève	CH-660.0.074.001
HSBC Private Bank (Suisse) SA Zurich	CH-020.9.901.696
HSBC Private Banking Holdings (Suisse)	CH-514.9.026.591
Kudelski SA Cheseaux	CH-550.1.001.447
Lombard Odier Darier Hentsch & Cie	CH-660.0.001.883
Maus Frères SA Genève	CH-660.0.073.927
Piguet Galland & Cie SA Yverdon-les-Bains	CH-550.1.000.084
Renault Finance SA Lausanne	CH-550.0.058.857
Renault Finance SA Lsne	CH-170.3.003.385
Schweiz. Bankiervereinigung	CH-270.6.000.189
Schweiz. Schiffshypothekenbank Basel	CH-270.3.004.771
Stiftung Accentus Zurich	CH-020.7.000.758
Studienzentrum Stiftung Schweiz.	CH-035.7.007.668
Swiss Finance Institute Stiftung Zurich	CH-020.7.001.265
Verband Auslandsbanken Schweiz	CH-020.6.900.508
Verband Schweiz.Kantonalbanken Basel	CH-270.6.000.226

## La Maison Blanche couvre-t-elle les crimes de Clients de MOSSACK-FONSECA ?

Les explications sur la page BONNANT, démontrent qui ont été les bénéficiaires des avions cargos qui ont acheminé les centaines de milliards de dollars imprimés par la FEDERAL RESERVE sur la Russie durant la Présidence CLINTON, pour approvisionner les banques mafieuses russes et quelles en sont aujourd'hui les conséquences.

La Panama Papers ont aussi révélé que Marc BONNANT était l'avocat d'affaire de Dan GERTLER, accusé de trafic des « **diamants du sang** », mais qui était aussi l'associé de **Marc RICH** dans les affaires GLENCORE – ROWNY ASSETS LIMITED. Il est évident que pour le couple CLINTON, l'odeur du sang humain ne les retient pas dans leur quête du pouvoir et de l'argent.



Ce comportement met en évidence les raisons pour lesquelles HILLARY CLINTON ne peut plus être candidate à l'élection pour la Présidence des Etats-Unis d'Amérique, au risque d'engager la responsabilité de l'Etat à hauteur de dizaines de milliers de milliards de dollars.

Si les Autorités judiciaires américaines devaient prendre conscience de l'importance **d'écarter HILLARY CLINTON de la course à la Présidence pour dégager la responsabilité de l'Etat**, nous serions alors de notre côté, disposés à négocier la **responsabilités des Etats-Unis** pour les centaines de milliards de dollars escroqués à partir de 1991 et blanchis grâce à la **complicité de la FEDERAL RESERVE et du Gouvernement CLINTON**, des Procureurs du Ministère Public et des membres du Sénat des Etats-Unis.

A un mois de l'Election, le Parti Démocrate a toujours la possibilité de remettre en lice **Bernie SANDERS** s'il veut présenter un Candidat face à Donald TRUMP. Bernie SANDERS a eu le soutien du Peuple américain jusqu'à la Democratic National Convention 2016 en juillet dernier.

Lors du débat télévisé du 9 décembre 2016, Hillary CLINTON a accusé son rival de donner des leçons sur la fiscalité alors que lui-même n'aurait pas payé d'impôts durant 20 ans. Mme CLINTON a tout simplement « oublié » qu'elle et son mari ont dissimulé des milliers de milliards de revenus qui auraient dû être imposés et ceci au profit d'escrocs et de Mafias... Ce sont donc des centaines de milliards d'impôts qui ont échappé au fisc américain et qui mettent aujourd'hui l'Obama Care et tout le système financier des Etats-Unis en danger, sans compter la responsabilité civile envers nous. Le comportement d'Hillary CLINTON est typique de sa personnalité : elle ment, elle manipule, elle déforme les faits, elle dissimule ses réels actes, etc. Si nous devons donner raison à Donald J. TRUMP sur un seul point, ce serait sur la réelle place d'Hillary CLINTON . En prison !

Nous avons maintenant été les VICTIMES durant plus de 15 ans suite à la corruption du couple CLINTON et nous ne le serons pas un jour de plus, sans que les conséquences pour les Etats-Unis ne deviennent insurmontables. Nous n'aurons certainement aucune difficulté à confier un mandat à des avocats avec lesquels nous saurons être très larges au niveau des honoraires, pour faire valoir nos droits.

D'ores et déjà, nous demandons le séquestre immédiat des avoirs de la Fondation CLINTON, Fonds de campagne de la candidate, CLINTON Library et tout autre avoir du couple. Il en sera de même pour toutes les personnes qui seront visées par cette enquête et nous formons nos réserves civiles à l'encontre des Etats-Unis, pour le cas où les Instances judiciaires étasuniennes ne respecteraient pas leurs Devoirs.

C'est dans ce contexte que nous allons reprendre le contrôle de l'entier de l'économie financée par l'escroquerie et le blanchiment des royalties, en ayant pour objectif premier le respect des travailleurs, avant celui des actionnaires et au détriment de ceux qui auront activement contribué à nous escroquer, à commencer par les sociétés de révisions.

Le temps vous est compté, si vous voulez conduire les Etats-Unis d'Amérique vers un future glorieux. Dans le cas contraire le chaos sera pour bientôt.

Je vous prie de croire, Madame le Procureur général, Monsieur le Président, en l'expression de ma parfaite considération.

*Marc-Etienne Bardet*